

Le séminaire UA Snes intervient dans un double contexte politico – syndical : la préparation des élections professionnelles dans la Fonction publique et une situation politique délétère née de l'après élections européennes, le tout dans le cadre d'une crise économique (croissance faible) et sociale (progression du chômage) dont nul ne voit aujourd'hui l'issue¹.

A) Les enjeux des élections professionnelles pour la FSU et le Snes sont clairs.

D'abord la nécessité pour la FSU de reconquérir la première place dans la Fonction publique d'Etat, et pour le Snes de demeurer à plus de 50% des voix exprimées dans les catégories que nous syndiquons. Outre l'enjeu de l'octroi de moyens humains lié à la confirmation ou non de la confiance et donc de la représentativité accordées aujourd'hui majoritairement par nos professions à la FSU et à ses syndicats, plus décisif à long terme celui du choix par les salariés de la FP entre plusieurs types de syndicalisme : syndicalisme de masse, de lutte et de négociations, syndicalisme de masse, de discussion et d'accommodement, syndicalisme à l'estomac, d'avant-garde autoproclamée et de luttes apparentes. Chacun(e) reconnaîtra les siens.

D'ici trois mois les jeux seront faits. Sans doute le sont - ils déjà en grande partie aujourd'hui.

Les principaux atouts du Snes, notamment, sont bien connus et quasi atemporels : des valeurs fortes et identifiées (syndicalisme de métier, attachement aux contenus disciplinaires, gestion collective et égalitaire des carrières, choix d'une démocratisation réelle donc exigeante), une présence militante de terrain qui reste sans égale dans notre secteur professionnel. C'est ce qui d'ailleurs doit nous permettre de consolider l'adhésion des collègues dans les prochains mois, par une campagne intense dans les établissements (EPLE, CIO) et une communication de masse efficace, permettant de faire passer d'une adhésion passive à un soutien actif, via le vote. Si elle venait à se confirmer, la remontée de syndicalisation constatée ces derniers mois, quand bien même elle s'expliquerait d'abord par une nouvelle progression dans la syndicalisation des stagiaires, serait un signe encourageant : combien d'organisations syndicales, dans le contexte, peuvent en dire autant ?²

Reste l'inconnue de la perception par les salles des professeurs de notre positionnement – instrumentalisé avec acharnement par nos « camarades » de FO - sur le dossier sensible des statuts, et plus globalement de notre attitude face à un gouvernement et d'une majorité en faveur desquels beaucoup de nos électeurs potentiels se sont prononcés. Le désenchantement général englobera-t-il la question de l'Education nationale, avec le risque d'un Snes et d'une FSU jugés impuissants voire complices ? Ou la sanctuarisation – remarquable dans un contexte budgétaire très contraint – des moyens alloués à l'Education sera-t-elle mise à notre crédit ? Là encore, **le choix d'une campagne d'explication – au plus près du terrain – et résolument offensive sur la question prioritaire – et d'abord dans notre communication**

¹ Patrick ROGER, « La croissance à l'arrêt, HOLLANDE dans l'impasse, l'économie française enregistre un deuxième trimestre d'affilée de stagnation », Le Monde, daté du vendredi 15 août 2014

² JJ MORNETTAS, Tableau de bord de la syndicalisation 2013 – 2014, première partie de bilan, juillet 2014 : augmentation de près de 700 syndiqués, première remontée depuis 10 ans, + 2,4% de NA, soit une rupture si confirmation durable

Lettre d'information de la Direction du Trésor, n°129, mai 2014 : des données globales sur la syndicalisation en France, et peut être surtout intéressant (voire humiliant) quant au regard porté par la techno-structure d'Etat sur la question : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/400998>

et nos expressions médiatiques - des rémunérations dans la Fonction publique sera décisif.

B) Pour autant, il me semble que le séminaire doit nous permettre également de débattre sur les enjeux vitaux que constituent d'une part **les perspectives d'évolution du paysage syndical** - et d'abord de l'approfondissement de notre démarche d'unification, prioritairement avec la CGT – et d'autre part **la lente et inquiétante rédaction d'un scénario aujourd'hui crédible sinon plausible d'une extrême droite en position de participer voire d'incarner le pouvoir politique national en 2017**, avec à la clé des possibilités de régressions sociales, sociétales et morales sans précédent.

Ces deux questions sont d'ailleurs liées.

Si l'une des explications premières de la montée d'un vote d'adhésion et non plus seulement de refus, nationaliste, xénophobe et porteur d'une demande d'Etat fort face aux menaces de l'extérieur – le libre échange, l'immigration – et de l'intérieur – l'étranger, le délinquant, l'Autre en général - réside dans l'impuissance/complaisance des partis « républicains » (l'UMPS chère aux propagandistes du FN, ainsi qu'à certains apprentis sorciers bardés de bonnes intentions) face à la dégradation de la situation économique et sociale, il n'en reste pas moins vrai que l'absence d'alternative crédible pèse également très lourd.

D'abord absence d'alternative politique au sens partisan, avec l'incapacité de la « gauche de la gauche » à transformer l'essai du premier tour de 2012, à dépasser une fragmentation suicidaire et à trancher dans ses relations avec le PS ou EELV entre darwinisme obsessionnel d'organisation (PG) et gestion alimentaire de municipalités (PC). N'en déplaise aux amateurs de longues marches, on voit mal comme ce qui se défait depuis deux ans pourrait déboucher d'ici trois sur un grand parti de gauche à vocation majoritaire.

Mais le mouvement syndical, confronté à ses propres difficultés ainsi qu'à la tentation par une partie des forces de Gauche de le substituer à un Front de Gauche défaillant comme force d'opposition, peut-il s'exonérer totalement de cette carence, source de démobilisation du « peuple de Gauche » ?

Certes le syndicalisme demeure actif, notamment dans les entreprises et les établissements de service public, dans un travail quotidien, invisible, au contact des et avec les salariés. Mais qu'en est-il des mouvements interprofessionnels de masse, dont les syndicats français sont fiers à juste titre ? Quelles avancées ? Et même quelles victoires défensives depuis le CPE en 2006 ? Les dernières manifestations – et non les grèves (2003...) – d'ampleur remontent à 2010. La séquence ouverte en 1995 serait-elle close ?

Alors oui, il y a la crise, la peur de la répression, du licenciement et du chômage dans le privé, la lassitude, la résignation et la dégradation du pouvoir d'achat dans le public, et pour tous l'inexistence d'alternatives perçues comme crédibles.

Mais pèse également la division structurelle du syndicalisme français, triste originalité dans le monde industriel. D'autant qu'il s'agit en réalité d'une double division : un syndicalisme « en proie à la logique des camps »³, « réformistes » ou « contestataires », vision paresseuse et commode, vérifiée par séquence nationale mais souvent démentie dans les territoires comme les entreprises, et permettant d'éviter de penser la complexité des

³ Jean Marie PERNOT, « Le syndicalisme français en proie à la logique des « camps » », in Savoir/agir, n°27, « Syndicalismes en lutte », mars 2014, pages 55-62

moments et des situations ; division de ces pseudo « camps » en organisations redondantes, héritage encombrant d'une histoire de plus en plus lointaine donc illisible pour les salarié(e)s. **N'ayons pas peur de le répéter, au risque de lasser : le mouvement social, et globalement le progressisme, ne peuvent plus se payer le luxe d'organisations syndicales dont le nombre est inversement proportionnel au montant des effectifs.**

La France reste le pays industriel qui compte le plus d'organisations syndicales et le moins de syndiqués. Les deux éléments ne sont-ils pas liés ? Comment la division ne pourrait-elle pas affaiblir l'attractivité des organisations auprès des salarié(e)s ? Et affaiblir son efficacité, et sa lisibilité, permettant à l'employeur – patron ou Etat – de jouer les uns contre les autres, gaspillant temps et énergie militantes, tant au niveau national que local, à échafauder d'improbables, fragiles et fugaces alliances, toujours à reconstruire... La démocratie a parfois bon dos. A cet égard, et il faudra y réfléchir, la loi de 2008 sur la représentativité peut tourner au cadeau empoisonné, en terme de logique concurrentielle et de recherche d'électeurs devenue vitale, au détriment des tâches revendicatives⁴.

La division n'explique pas tout, les exemples européens montrant bien que la concentration syndicale n'a rien d'une condition suffisante pour mobiliser, établir un rapport de force et vaincre. Mais est-il vraiment nécessaire de continuer à infliger au mouvement social un handicap supplémentaire ?

De l'impuissance syndicale naît le désespoir social, notamment dans les classes populaires et « lower middle class », source de réflexes politiques néfastes : au mieux le désengagement (abstentionnisme), au pire le vote à l'extrême droite ou pour une droite radicalisée et néo-thatchérienne (cf déclarations récentes des « gaullistes sociaux (sic) » Fillon, Le Maire, Wauquiez... et les analyses néo-maurassiennes de P.Buisson)⁵.

4 Karel YON et Sophie BEROUD, « Réforme de la représentativité et pouvoir syndical », in « Réprimer et domestiquer, stratégies patronale », revue AGONE, n°50, 2013, pages 159 – 163

Idem, « Représentativité : les syndicats à l'heure de la « démocratie sociale » », in Dominique MEZZI (coord), Nouveau siècle, nouveau syndicalisme, Syllepse, novembre 2013, pages 143 - 156

5« (...) la présidentielle n'a pas été un échec, mais une défaite fondatrice. Une récente enquête de l'IFOP pour la Fondation Jean Jaurès atteste de l'émergence de cette droite des valeurs portées par un haut niveau d'adhésion de l'opinion. D'aucuns persistent à garder les yeux grand fermés sur ce mouvement de fond. Ils voudraient vite refermer la parenthèse du sarkozysme et de la Manif pour tous. Ils rêvent d'un retour à ces temps où la droite n'était qu'une moindre gauche ou, pour reprendre le mot de MURAY, une « petite gauche de confort ». Avec cette mécanique implacable si bien décrite par Mark TWAIN : « Les gens de gauche inventent des idées nouvelles ; quand elles sont usées la droite les adopte. » Ce ressort là est cassé. On ne reviendra pas à la case ante SARKOZY. (...) La droite ne peut espérer reconquérir durablement le pouvoir que si elle parvient à construire une offre politique qui prenne en charge la souffrance sociale. (...) C'est à cette France du travail et de la relégation, sous consommatrice de prestations sociales, que la droite doit s'adresser en priorité. Sans se laisser intimider par ceux qui voudraient faire des légitimes aspirations des catégories populaires la propriété du seul FN afin de les disqualifier. Le patriotisme, le protectionnisme, le conservatisme en matière de mœurs sont des valeurs historiques de la tradition ouvrière. » Patrick BUISSON, Le Monde, daté des 9 et 10 juin 2013 (un entretien remarquable de clarté politique, hélas, et qu'à mon avis ont lu attentivement les leaders UMP et FN...)

J. FOURQUET, M.GARIAZZO, « FN et UMP : électors en fusion ? », Notes de la Fondation Jean Jaurès, septembre 2013 ; thèse principale : pas de fusion mais dextrisme, cad évolution parallèle des centres de gravité des deux partis vers la droite, avec décalage dans UMP classes dirigeantes plus réservées et classes populaires (et jeunes) plus favorable à rapprochement, au FN, un électorsat plus sensible aux thèmes sociaux, avec une Marine Le PEN 2012 qui a su récupérer le créneau volontariste et de proximité de Sarkozy 2007

Pierre MARTIN, « La gauche, la droite et les élections municipales », pages 357 – 364, Commentaire n°146, été 2014, repris par le site MEDIAPART, le 14 août 2014 :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/brigitte-pascall/140814/ps-les-3-enseignements-de-la-berezina-des-municipales>

Sommes-nous d'ailleurs certains que cette tentative épargne nos collègues ? Le vote des personnels de l'Education est-il définitivement acquis à la gauche, et au syndicalisme progressiste, quand progressent l'aspiration à l'ordre, à la reconnaissance du mérite, à la sélection et que se banalisent les logiques hiérarchiques via le néo-management. ?

Il n'y a pas lieu, pour un syndicaliste, de se résigner ni de se couvrir la tête de cendres mais de se demander que faire, ici et maintenant.

Si nous considérons que le renforcement du syndicalisme, c'est-à-dire sa capacité à mener des luttes défensives ou offensives – sur le temps de travail, sur les conditions de travail, sur la répartition des revenus du capital/travail, sur la démocratie dans l'entreprise, le service ou l'EPL – à peser auprès du pouvoir et/ou des partis politiques en faveur de réformes progressistes – réforme fiscale, démocratisation de l'accès aux savoirs, élargissement du droit de vote, et d'abord affirmation du choix d'une Europe des peuples...⁶ - à participer à l'échelle européenne à l'élaboration d'un rapport de force en faveur de politiques qui tournent le dos au libéralisme, peut permettre de redonner espoir aux salarié(e)s, de faciliter la renaissance d'alternatives et de détourner le pays de choix électoraux dangereux pour la démocratie sociale et la démocratie tout court, si nous pensons que l'une des conditions de ce renforcement passe par l'unification du mouvement syndical, alors le Snes et la FSU, et leurs militants, connaissent leur feuille de route.

S'en tenir aux questions structurelles face au péril national - conservateur serait partiel et grotesque.

Partiel car le Snes et la FSU – unification ou pas – peuvent agir (agissent déjà), par l'information des personnels sur la réalité idéologique du FN, par des actions intersyndicales, par des campagnes d'opinions, par des victoires revendicatives...

Grotesque car le renforcement du syndicalisme ne saurait, répétons le, suffire à poser les bases d'un sursaut démocratique et social en 2017.

Du reste, il faudra, si le FN poursuit sa marche en avant à l'occasion des élections régionales de 2015, se poser la question de notre implication dans le combat décisif de 2017.

C) Le séminaire sera également l'occasion de faire le point sur la mise en application de nos mandats de sortie de l'autonomie et de construction d'un syndicalisme unifié, qu'il s'agisse d'un nouvel outil syndical avec la CGT et les organisations qui le souhaiteraient, ou, avancée du Congrès de Marseille, dans le cadre d'une confédération existante, c'est-à-dire de la CGT.

Cette dernière orientation, votée à une très nette majorité, a été contestée au sein d'UA, vivement, lors du Congrès.

Il s'agit là d'une réalité qu'il serait dangereux pour la réussite du processus et pour notre courant de pensée de passer par pertes et profits.

Quelles sont en effet les conditions qui doivent être réunies pour unifier la FSU et la CGT ?

Cet analyste politique démontre notamment, chiffres en main, le report massif de l'électorat FN sur les candidats de droite au second tour des municipales.

D'abord préserver autour de cet objectif l'unité du courant de pensée UA, charpente de notre Snes.

Ensuite faire en sorte que la volonté d'additionner ne débouche pas sur une soustraction : il s'agit de renforcer les effectifs syndiqués par une unification source d'espérance et non de faire fuir. C'est bien l'ensemble du Snes et de la FSU qui doivent venir enrichir la première confédération du pays.

C'est là, je crois, que le bât a pu blesser auprès des camarades qui ont exprimé leurs réticences, notamment dans les délégations d'Aix Marseille et de Montpellier.

Nuls autres que ces camarades ne sauraient mieux qu'eux-mêmes expliciter leurs motivations.

Il semble toutefois que la divergence ne porte pas sur l'objectif lui-même, mais plutôt sur les modalités et le rythme, jugé précipité, avec le risque de paraître vouloir brutaliser nos camarades de la FSU, et d'abord du Snuipp, le Snes les plaçant en quelque sorte devant le fait accompli, en avant-garde éclairée et arrogante, au risque de briser la fédération.

Il s'agit donc non pas de contraindre mais de convaincre. Or les faits sont têtus. Et le temps passe...

La FSU, de par l'application de la loi de 2008, bloquée dans le cadre strict de la FP, et plus précisément de la FPE et en partie FPT, pèse de moins en moins dans les débats interprofessionnels.

Qui peut croire que le gouvernement et la majorité parlementaire, dont un des axes politiques repose sur le choix revendiqué du « dialogue social »⁷ reviendra sur le principe des accords majoritaires, marginalisant de fait les organisations non représentatives (Unsa, Solidaires), minoritaires (CFTC, CGC) ou non confédérées (FSU), sauf lorsqu'elles s'inscrivent dans le « bloc » majoritaire (CFDT, CFTC, CGC) ?

La FSU et ses syndicats restent actifs, et efficaces, mais sur des champs restreints à leur cœur d'activité. Ainsi le Snes a pu peser, au sein du MEN, sur les contenus d'enseignement, et sur l'évolution des statuts. Pouvons-nous nous contenter à moyen terme d'une légitimité hémiplegique de notre syndicalisme ? Si nous continuons à juste titre, logiquement soucieux de ne pas rajouter la division à la division, d'exclure la création d'une énième confédération, l'intérêt des salariés que nous syndiquons commande de forger l'outil nécessaire pour leur permettre de se défendre et de revendiquer dans toutes les dimensions professionnelles et corporatives (protection sociale, droit du travail, politiques économiques et environnementales, budget, décentralisation, Europe...). **Demeurer dans l'autonomie nous condamne à terme à l'impuissance et au déclin, nous plaçant d'ailleurs dans des conditions bien moins favorables pour préserver notre identité au sein d'une confédération dans laquelle nous serions alors contraints de nous dissoudre.**

Par parenthèse, c'est du reste par l'anticipation de ce dernier scénario que peut s'expliquer en partie, outre des clivages internes entre syndicats issus soit d'une tradition confédérale ex CFDT) soit d'une histoire corporatiste (SNUI), l'orientation autonomiste réaffirmée de Solidaires⁸. A terme, ils seront placés devant les mêmes échéances que nous, les camarades

⁷ <http://www.clesdusocial.com/conference-sociale-de-juillet-2014-la-place-du-dialogue-social>

⁸ Jean Michel DENIS, « L'Union Syndicale Solidaires et la question de l'autonomie » in Dominique MEZZI (coord), *Nouveau siècle, nouveau syndicalisme*, Syllepse, novembre 2013, pages 93 - 109

d'EE le savent bien, qui acceptent la logique d'unification avec la CGT, assortie de (s'agit il véritablement pour eux d'une condition préalable ?) l'association de Solidaires. Qu'importe la chaloupe si nous armons un vaisseau amiral ?

Il convient donc de pointer et de débattre en UA, Snes d'abord puis FSU, des obstacles à la mise en oeuvre du processus, de prendre en compte les objections et de trouver ensemble les voies pour avancer ensemble.

Plusieurs points peuvent être circonscrits :

- 1) le risque d'éclatement de la FSU en cas de précipitation dans la sortie de l'autonomie** ; il ne faudrait cependant pas que pour parer à ce risque supposé nous prenions celui bien réel de l'immobilisme, c'est-à-dire de la régression, alors que les années passent et que les nécessités sont connues. La recomposition est aussi affaire de dynamique, le statu quo signifiant de fait un recul. D'où la nécessité du nouveau saut qualitatif opéré par le Congrès du Snes, et celle d'affronter les blocages pour les surmonter. Par ailleurs, combien de temps certains syndicats de la FSU, hors Education notamment, non hégémoniques dans leurs secteurs, resteront- ils dans une fédération non représentative en dehors de la FPE et des champs du MEN ? Regarder les alliances électorales à l'œuvre ici ou là donne une première réponse. Dans certains champs professionnels (collectivités territoriales, Pôle emploi, administration pénitentiaire, environnement...), la logique de coopération entre syndicats FSU et CGT semble ainsi d'ores et déjà plus forte que dans l'Education. Le risque existe bel et bien d'une FSU qui se réduise progressivement aux fondateurs historiques, une sortie de l'autonomie par défaut et par morceaux, en quelque sorte. Si nous pensons que l'unification avec la CGT permettra également de pérenniser nos valeurs et nos pratiques, alors il devient nécessaire d'inciter nos camarades du Snuipp et du Snep, en raison de leur poids dans la fédération, à se positionner. **La divergence d'orientation est une option acceptable, l'abstention sans débat ne peut l'être plus longtemps sauf à vouloir sacrifier la proie de l'efficacité syndicale pour l'ombre de l'outil.**

Deux arguments reviennent souvent parmi les camarades Snuipp UA : l'unification s'opposerait aux pratiques d'unité d'action dans un premier degré où, à la différence du second degré, le SE Unsa et le SGEN pèsent encore, et où les collègues, plus isolés, conditionneraient davantage leur engagement à un arc unitaire large. L'argument laisse perplexe. Outre qu'une FSU – dans son champ éducation - devenue de fait fédération CGT de l'Education disposerait d'un poids et donc d'une large autonomie d'action au sein de la confédération, j'avoue ne pas comprendre en quoi l'unité d'action FSU(CGT) – CFDT – UNSA serait, aux yeux des collègues, moins attractive qu'un arc FSU - CGT – CFDT – UNSA si tant est d'ailleurs qu'existe encore longtemps une UNSA, finalement confrontée aux mêmes impasses que nous. D'un point de vue symbolique, l'effet de masse n'aurait-il pas effet d'entraînement ?

- 2) Encore faudrait il que les collègues se reconnaissent dans l' « étiquette » CGT, ce qui renvoie au deuxième argument : le risque de démarche d'appareil**, c'est-à-dire tenant dans l'ignorance les syndiqués, placés devant le fait accompli, non impliqués et finalement hostiles.

Le risque est réel, l'échec de la fusion CGC – UNSA en est le dernier sinon le seul exemple. Plusieurs remarques. Rarement un processus d'appareil aura été autant discuté dans nos instances délibératives et exposé dans notre presse et notre communication. Les militants de

terrain de la CGC et de l'UNSA, sans parler des adhérents, ont découvert le projet ficelé dans la presse, et pas syndicale... Sans doute peut-on renforcer cette expression, sans doute faut-il là plus qu'ailleurs sortir des implicites et s'exprimer clairement à destination de salariés dont l'avenir du paysage n'est pas – doux euphémisme – le premier souci. Enfin il ne saurait à mon sens être question de prendre une décision sans association et donc, à un moment donné, consultation préalable des syndiqués. **Mais, pour le dire vite, le processus d'unification ne réussira que par l'engagement de l'appareil c'est-à-dire des militants à tous les niveaux, et il échouera s'il ne participe que de l'engagement de ces militants.**

Le rôle d'une direction, au sens étroit comme large, est de proposer des orientations, de les instruire, de créer les conditions du rassemblement puis de les mettre en œuvre. C'est précisément ce qui est en cours, et c'est ce qui rend incontournable ce nouveau temps de débat en UA Snes, sachant qu'il devra être mené, sur la base de mandats émanant des différents débats UA des syndicats frères, en UA FSU. Le vote du mandat de Marseille constitue à cet égard non un ultimatum, mais un signe clair, de ce que pour le Snes, la FSU doit désormais impérativement mener le débat sur la sortie de l'autonomie et ses modalités. Et si nos camarades Snuipp refusent ce débat ? Et bien il s'agira en creux d'une réponse et il sera alors temps de réfléchir dans le Snes au scénario, et au cadre organisationnel, les plus adéquats pour conserver vivant notre syndicalisme, et les proposer aux adhérents. Sans doute conviendrait-il, pour la clarté du débat et parer à d'improbables immobilismes, de fixer un échéancier pour ces discussions.

Ajoutons que d'autres s'inscrivent depuis plusieurs années dans une démarche empirique de rassemblement: qui n'aura remarqué le comportement quasi fusionnel des directions nationales de la CFDT et de l'UNSA, les concertations régulières entre CFDT et CFTC, preuve qu'aucune scission n'est éternelle ?...

- 3) Dernier argument « interne », la question du risque de dissolution de l'identité FSU dans la CGT. Et très précisément celle du maintien des courants de pensée** dans une confédération qui ne fonctionne pas sur cette base. Nos camarades EE, mais aussi beaucoup de camarades UA, en font logiquement un casus belli qui va au-delà, me semble-t-il, d'une logique de retardement. La question réelle est celle de la démocratie dans le syndicat, de la pratique démocratique, c'est-à-dire la capacité par les adhérents de choisir leurs représentants en connaissance de cause, non seulement de qui ils sont mais de ce qu'ils portent en termes d'analyses, d'orientations et de revendications, outre le corpus commun au syndicat, ainsi que la faculté pour une minorité ainsi constituée de voir sa parole diffusée auprès des adhérent(e)s et prise en compte par la majorité. Il ne s'agit pas seulement d'une posture morale mais d'une condition du rassemblement : l'éclatement du syndicalisme en France, les épurations régulières ou les scissions intervenues au fil des décennies à la CFDT, mais aussi à FO et à la FEN ne s'expliquent-elles pas aussi par des dérives autoritaires, ne laissant le choix aux minoritaires qu'entre la cave ou la porte ? Les fondateurs de la FSU ont voulu, notamment par le trépied SN – SD – courants, sanctuariser les conditions du débat démocratique dont le non respect creusa la tombe de la FEN.

En même temps, dans un syndicalisme laïque, les vaches sacrées peuvent finir à la broche. **Le temps n'est plus où les courants étaient lisibles aux yeux des syndiqués, qui se prononçaient donc alors effectivement en connaissance de cause :** doit-on regretter cette époque où chaque courant était – quand bien même il s'agit d'une grille réductrice de lecture – globalement le reflet d'une sensibilité partisane ?

Je ne le crois pas : si le syndicalisme ne saurait être indifférent au débat politique, les militants et les adhérents n'accepteraient plus l'intrusion des clivages partisans au sein du foyer syndical. **La conquête de l'indépendance syndicale par nos Anciens n'est pas chose négociable, autre point commun d'ailleurs avec la CGT.**

Les courants UA et EE des principaux syndicats reflètent aujourd'hui la pulvérisation et la diversité d'un paysage politique mouvant dont les cadres anciens n'en finissent pas de mourir, sans accoucher encore de repères nouveaux. Un seul exemple : le Front de Gauche accueille aujourd'hui des camarades aimablement répartis entre UA, EE voire Emancipation et inversement jamais sans doute plus qu'aujourd'hui UA et EE – et il faudrait distinguer selon les SN - n'ont été politiquement aussi divers, source de richesse... et de complications, parfois... Ce n'est en aucun cas un problème insurmontable, mais n'aide pas à la lisibilité des clivages au moment des élections internes, d'où, phénomène bien connu, le vote par délégation en faveur du courant auquel appartient le secrétaire de sl.

Ces clivages existent pourtant bel et bien, historiques : conditions de titularisation des précaires, niveau de recrutement, structuration du lycée, rôle des AG, usage de la grève ... mais s'agit-il encore de plaies ouvertes ou de buttes témoins ? Nous donnons-nous les moyens de chercher à dépasser ces clivages par la discussion, ou les conservons-nous pieusement pour pérenniser les courants censés les incarner ? J'ai conscience de forcer le trait, mais les courants de pensée ne peuvent être qu'un outil, donc évolutif, et non une fin en soi. Regardons les chiffres de participation aux votes internes : non négligeables, les courants gardent leur pertinence ; en baisse constante, donc pour combien de temps ?

Quoi qu'il en soit dans l'avenir, il ne saurait être question de sacrifier notre identité, c'est-à-dire nos valeurs incarnées en pratiques, à l'unification.

Nous ne pourrions certes imposer l'adoption de nos règles de fonctionnement à la CGT, mais est-il inenvisageable, dans cette anarchie collective corrigée – justement – par des valeurs communes qu'est la CGT⁹, de négocier le maintien, au moins temporaire, de nos formes démocratiques au sein de la Fédération de l'Education ? Se poserait alors le problème, pas insurmontable, de notre représentation au sein des structures confédérales : à chaque jour suffit sa peine.

4) Reste le dernier argument¹⁰, dont l'ampleur dissimule assez mal la vacuité car nous n'y avons guère de prise : l'attitude – comment la qualifier ? Hésitante ? Réticente ? Fluctuante ? - de la CGT face à notre volonté de rapprochement, voire de fusion.

Plusieurs éléments.

⁹ Françoise PIOTET (dir), La CGT dans la recomposition syndicale, PUF, 2009 ; la CGT est présentée comme « une anarchie plus ou moins organisée », cf dernière partie sur « les CGT » (avec des études intéressantes sur la politique de re - syndicalisation)

¹⁰ Je laisse de côté deux arguments entendus ici ou là : le premier pour moi relève d'une approche byzantine, à savoir l'incompatibilité entre un syndicalisme CGT de type confédéral et interprofessionnel d'une part, et d'autre part le syndicalisme « de métier » revendiqué par la FSU ; en effet j'avoue ne jamais avoir compris, sans doute par mauvaise volonté, en quoi les deux s'excluaient, ainsi de l'identité cheminote ou métallo à la CGT, ou de la pratique des secteurs intersyndicaux FSU ?... Deuxième débat écarté car anachronique, celui d'une recomposition pilotée de l'extérieur par le champ politique, PG, PC voire PS, comme si ces deux dernières organisations avaient encore l'influence des années 70 – 80 sur le mouvement syndical, et, pour le dire crûment, les capacités collectives d'analyse politique de ces temps... Après, libre à chacun(e) d'imaginer que la Vérité est ailleurs.

Bernard THIBAUT a, à plusieurs reprises, répondu par des signaux à ceux que la FSU avait adressés à la CGT. Ces signaux n'ont été depuis ni confirmés, ni infirmés, c'est bien là le problème.

A l'évidence, le dossier du rapprochement n'est pas, sur le bureau de Thierry le PAON, en haut de la pile ; au moins est-il dans la pile, si l'on en croit plusieurs indices (présence du SG au dernier Congrès de la FSU à Poitiers - chacun aura remarqué son propre étonnement face à l'accueil très chaleureux de la salle - , mentions de la seule FSU comme partenaire dans leurs textes de congrès¹¹, positionnements nationaux et locaux communs, intervention de S.BINET au séminaire UA Snes de l'été 2013...).

Sans doute le rapprochement ne fait-il pas l'unanimité, loin de là, au sein de la confédération : risque d'un déséquilibre en faveur de la FP quand la CGT fait du privé sa priorité absolue depuis une quinzaine d'années ; hostilité de la direction de la Ferc CGT pour des raisons évidentes ; non dit d'une méfiance anti intellectuels dans une organisation qui se vit comme fidèle à l'identité et à la fierté ouvrières. Tout ceci étant aggravé par une crise multiformes : crise de succession (sans doute l'élément essentiel, quoi qu'en disent nos camarades CGT), crise de structure (confédération et UD – UL face aux fédérations et syndicats, y compris dans les questions de financement), crise d'orientation face à un gouvernement de gauche, classique mais amplifiée par le choix gouvernemental d'une CFDT comme interlocutrice d'autant plus privilégiée qu'elle appartient au bloc majoritaire dans le privé.¹²

Dans cette crise, sérieuse et mal venue mais nécessairement passagère, la question du rapprochement avec la FSU pèse assez peu ; sans doute la direction ne tient-elle pas en ce moment à ouvrir un nouveau front interne. Mais rien, à ce jour, n'indique une fin de non recevoir.

Ne nous appuyons donc pas sur les difficultés actuelles de la CGT pour esquiver nos propres responsabilités.

Et n'opposons pas démarche d'unification et renforcement de l'outil fédéral. Nous garderons d'autant plus notre identité au sein de la Confédération que nous y entrerons ensemble et organisés.

D'où une double tâche – dialectique, oui ! - dans les années qui viennent : construire une FSU plus forte comme si elle avait tout l'avenir devant elle (d'où l'enjeu du scrutin de décembre), construire, par étapes et sur la base d'objets et d'objectifs communs, l'unification de la FSU avec la CGT comme si elle n'en avait aucun.

5) Soyons conscients de deux derniers éléments.

¹¹Extrait du texte d'orientation voté au 50^e Congrès national de la CGT (mars 2013) : « (...) si dans notre pays le pluralisme syndical est une réalité, la multiplicité des organisations issue des différentes scissions d'organisations syndicales, ne s'est pas accompagnée d'un renforcement global des syndicats, bien au contraire. Cette situation se révèle finalement préjudiciable pour le monde du travail. Nombreux en sont conscients. La CGT estime qu'il est possible et souhaitable, dans le cadre d'une démarche ouverte, que le débat sur les évolutions du paysage syndical s'intensifie pour construire et renforcer un syndicalisme rénové de transformation sociale, articulant luttes et propositions. Par exemple, dans cet esprit et sur la base des initiatives commune portées ces dernières années, la CGT poursuivra le travail engagé avec la FSU. »

¹² Leila de COMARMOND, Les 20 ans qui ont changé la CGT, Denoël, février 2013 (d'une journaliste des Echos, bien informé, bien intentionné, bien écrit : incontournable)

La FSU a davantage besoin de la CGT, dans sa dimension interprofessionnelle, que la CGT de la FSU.

Un scénario sans doute caressé par une partie de la direction confédérale pourrait être celui d'un syndicalisme de supplétifs rassemblés autour d'une CGT bénéficiant de l'appui de syndicats forts dans leurs champs de syndicalisation, dociles faute de représentativité, contraints de se conformer à des stratégies ou des décisions d'actions interprofessionnelles prises en toute souveraineté par la confédération, sans que celle-ci ne doive se préoccuper plus que ce que la décence exige de leurs positions, puisque elles en sont exclues de l'élaboration.

C'est pourquoi, lorsque le rassemblement sur cette orientation sera effectif au sein des syndicats de la FSU, partagé par la direction confédérale, incarné par des expériences communes locales et nationales (que cela soit dans les CESER, dans les formations syndicales, au sein de listes unitaires, dans les délégations... et d'abord dans les luttes), l'hypothèse d'une OPA (offre publique d'adhésion) pourrait être envisagée pour finaliser le processus. Encore une fois, il n'est guère dans l'histoire sociale d'exemple d'organisation qui ait refusé l'arrivée de dizaines de milliers de militant(e)s et d'adhérent(e)s, ainsi que la perspective de former un bloc très majoritaire dans la Fonction publique, au moins d'Etat, le tout dans un contexte politique nécessitant l'unité des forces progressistes.

Enfin, la voie de l'unification est la voie la plus ardue, la plus risquée, et donc la plus ingrate pour les militants qui la tracent, sans avoir l'assurance d'en voir l'aboutissement, ni même la certitude de la qualité de l'ultime étape.

Nous pouvons très bien choisir le statu quo, consentir à une division syndicale du travail, nous résigner à un lent et indolore déclin.

Qu'il s'agisse de l'intérêt des salariés, ou de l'avenir de notre démocratie, il me semble que la marche, pas à pas, opiniâtre et obstinée, vers l'unification, avec la CGT et celles des organisations syndicales qui se reconnaîtront dans cette belle aventure, reste la seule option envisageable.

Espérer pour entreprendre, quoi...

Matthieu Leiritz

UA

18 août 2014